

Ce 24 février à l'aube, à Moscou, Vladimir Poutine a annoncé une «opération militaire spéciale». L'objectif déclaré serait de «protéger les personnes qui ont été soumises à des brimades et à un génocide par le régime de Kiev pendant huit ans». Une déclaration suivante du Ministère de la défense de la Fédération de Russie n'a laissé aucun doute: la Russie est entrée en guerre contre l'Ukraine: «[nos]armes de haute précision ont mis hors d'état de nuire les infrastructures militaires, les installations de défense aérienne, les aérodromes militaires, l'aviation des forces armées de l'Ukraine». Peu après, les médias sociaux se sont remplis de messages et de vidéos provenant de toute l'Ukraine sur des explosions et des mouvements de l'armée russe sur le territoire ukrainien.

Les deux appels clés de Vladimir Poutine, celui de ce jeudi et celui du 21 février reconnaissant «l'indépendance et la souveraineté de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk», offrent une narration qui légitime les actions du régime. Tous deux comportent de longs passages historiques. Toutefois, il ne s'agit pas d'histoire mais de mémoire historique – des images, des émotions, des significations et des récits tirés du passé par Poutine – en les sélectionnant pour donner un sens aux intentions et aux actions actuelles.

L'objectif principal de ces messages est de construire une perception de la menace qui, dans l'esprit de la Russie, nécessite une réponse militaire. Ses récits comportent plusieurs éléments clés. Le premier consiste à utiliser la mémoire historique pour dépeindre le territoire ukrainien comme «historiquement propre» à la Russie et définir des «valeurs sacrées» pour la Russie, comme le souvenir de la «Grande Guerre patriotique», sur lesquelles empiètent différents groupes hostiles. La principale préoccupation exprimée par le président russe est la définition de l'Etat ukrainien ou de la nation ukrainienne comme un projet «anti-russe» et les groupes, qualifiés de «natsiki» (nazis), qui promeuvent de telles visions sont déclarés comme étant des ennemis de la Russie.

Le deuxième élément dans ces messages concerne la rivalité géopoliti-

que entre la Russie et l'Occident et la construction de l'Occident, et en particulier des Etats-Unis, comme étant une menace imminente pour la Russie, avec la liste de toutes les mesures historiques et récentes interprétées comme étant hostiles à la Russie. Les Etats-Unis sont qualifiés d'«empire du mensonge» et se voient attribuer l'intention «hégémonique» d'établir un ordre mondial dirigé par eux et hostile à la Russie.

Une autre partie des messages présidentiels présente la Russie comme un pays «pacifique» qui a tout fait pour trouver une solution sans violence au conflit, propose une nouvelle infrastructure de sécurité internationale à ses «partenaires occidentaux» et rejette toute la responsabilité de la violation du droit international et de l'accord de Minsk sur la partie ukrainienne et sur l'Occident.

Enfin, le président s'efforce de délégitimer le gouvernement ukrainien en place qui, à l'instar des discours de 2014, est qualifié de «junte» soumise aux forces d'extrême droite et simple marionnette des intérêts occidentaux, notamment américains. Cette construction de la menace et la délégitimation du gouvernement ukrainien sont utilisées pour légitimer cette opération militaire russe présentée comme la «libération» de «territoires historiques» avec l'intention de procéder à la «dénazification» et à la «démilitarisation».

La déclaration de ce 24 février est la menace la plus forte adressée à l'Occident par la Russie ces dernières années. Elle met en garde l'Occident contre toute intrusion dans l'évolution de la situation, car «la réponse de la Russie sera immédiate et vous conduira à des conséquences que vous n'avez jamais connues auparavant dans votre histoire. Nous sommes prêts à faire face à toute évolu-

tion des événements. Toutes les décisions nécessaires à cet égard ont été prises.»

Ces griefs et les messages de légitimation sont désormais largement répétés par les fonctionnaires russes participant aux réunions du Conseil de sécurité des Nations unies, par les médias contrôlés par l'Etat russe et d'autres canaux officiels. Cela crée une réalité narrative parallèle, qui fait partie intégrante de l'évolution du conflit.

Force est de constater que le dialogue n'a pas donné grand-chose au cours des huit dernières années. Dans ses interactions avec les Etats occidentaux et les institutions internationales, la Russie a répété les griefs formulés qui ont légitimé l'annexion de la Crimée: un «coup d'Etat» en 2014, à Kiev, la mainmise sur le gouvernement ukrainien par l'extrême droite et le choix «libre et légitime» fait par les Criméens lors du référendum de mars 2014. En ce qui concerne le conflit dans l'est de l'Ukraine, si toutes les parties sont restées formellement attachées à l'accord de paix de Minsk, à l'exception de l'échange de prisonniers, peu de progrès ont été réalisés sur les revendications politiques.

Les récits de Poutine instrumentalisent les amertumes et les divisions réelles existant aujourd'hui en Ukraine, telles que le rôle important de l'extrême droite, la signification de la contestation de la période Maïdan, la question de l'adhésion à l'OTAN et à l'UE, les relations avec la Russie, les droits des citoyens russophones, la nature du conflit et les efforts des forces armées ukrainiennes en 2014 et 2015 pour reconquérir militairement les régions séparatistes.

L'opération russe, dont les médias officiels disent qu'elle a pour but de «contraindre à la paix de l'Ukraine», aura l'effet inverse. Elle limite encore davantage l'espace pour les voix qui soutiennent une résolution pacifique du conflit et reconstruisent les fissures créées par la contestation de la période Maïdan et le conflit violent qui s'en est suivi. Au prix de beaucoup de souffrances, Poutine obtiendra le contraire de l'Ukraine qu'il déclare «amie de la Russie». A un moment donné, la Russie sera peut-être capable de comprendre que l'«arme» préférée de l'Occident – le dialogue – pourrait être nécessaire pour reconquérir l'Ukraine. ■



OXSANA MYSHLOVSKA
INSTITUT DE HAUTES ETUDES
INTERNATIONALES
ET DU DEVELOPPEMENT

ERUSSE

Ukraine, Georges
telques opposants
ars soviétiques en
jourd'hui par les
e liberté!»

, ni Prague.
est inexplicable.
maison!
crime et du faux!
visible chaîne,
ible maison,
le, et ivrogne,
t et sans Dieu.»

2013) se trouvait le
». Ils étaient huit à
a Tchécoslovaquie
ait un nouveau-
manifestants bran-
a Tchécoslovaquie
our notre et votre
it celui que bran-
s de 1831, face aux
ux langues – d'un
onais. Par la suite,
dissidents tant au
sent Russes, Polo-
ier sur le Maïdan,

e, comme les sept
cause de son nour-
availla à La Pensée
tes polonais – son
combat dans les
cut la citoyenneté
i faisait d'elle une
sie, de trame appa-
nde fermeté inté-
pose le problème
u citoyen, de tout
our notre et votre